

UNIVERSITE D' ANTANANARIVO

FACULTE DEGS

DEPARTEMENT ECONOMIE

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2005/2006

PROMOTION MANDA

THEME DE MEMOIRE

**PLACE DU TOURISME DANS LA REDUCTION DE LA
PAUVRETE A MADAGASCAR**

Rédigé par : ANDRIATSALAMA Daniel

Encadreur : RAKOTOSEHENO Zo

Année Universitaire

2005-2006

22 Février 2006

REMERCIEMENT

Tout d'abord, je remercie Dieu car sans Lui on ne peut rien faire J'exprime également ma gratitude et reconnaissance envers les personnes et entités qui ont contribué, de près ou de loin, pour la réalisation de ce travail.

En particulier :

- Monsieur Zo RAKOTOSEHENO, enseignant de l'Université d'Antananarivo, qui a eu l'amabilité de mener une lourde responsabilité.
- Tous les corps des enseignants du département économie
- Les personnels du centre de documentation : de la Banque Mondiale, de L'INSTAT, du Ministère de la Culture et de Tourisme, de l'Université d'Antananarivo

Et ainsi, je remercie les membres de ma famille, les amis et proches pour leur soutien morale et financier

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PARTIE I : LA PLACE DU TOURISME DANS LES DIFFERENTES

POLITIQUES DU GOUVERNEMENT	2
----------------------------------	---

Chapitre I : LES DIFFERENTES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LE

GOUVERNEMENT	2
--------------------	---

1- Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)	2
--	---

2-Les Réserves Foncières Touristiques (RFT)	5
---	---

3- Madagasikara Am-Perinasa (MAP)	13
---	----

Chapitre II : LES IMPACTS ECONOMIQUES DU TOURISME..... 17

1-Description du secteur tourisme	17
---	----

- arrivées touristiques	17
-------------------------------	----

- croissance des recettes du tourisme	17
---	----

- Impôt et taxes	22
------------------------	----

2- Niveau des investissement et part des investissements

nationaux (Offre)	22
-------------------------	----

- établissement d'hébergement et/ou de restauration.....	22
--	----

- entreprise de voyage et d'animation touristique	22
---	----

- emplois directs générés par le tourisme.....	23
--	----

PARTIE II : ANALYSES DES POLITIQUES DU TOURISME..... 24

Chapitre I : FORCES ET FAIBLESSES DE POLITIQUE DU TOURISME 24

1- Les forces du tourisme	24
---------------------------------	----

-l'écotourisme	24
----------------------	----

2- Les faiblesses du tourisme.....	25
------------------------------------	----

-les infrastructures.....	25
---------------------------	----

-manque de professionnalisation.....	26
--------------------------------------	----

-le climat	27
------------------	----

3- Les menaces sur le tourisme à Madagascar.....	28
--	----

-insuffisance des aires protégées.....	28
--	----

-le tourisme sexuel	29
---------------------------	----

Chapitre II : RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LA POLITIQUE	
TOURISTIQUE.....	30
1- Environnement	30
2-Ministère du Tourisme	31
 Chapitre III : LES OBSTACLES A LA CROISSANCE DU TOURISME.....	33
1-Le foncier	33
2-Accès international	33
3-L' environnement des affaires.....	34
4-La compétitivité des produits	35
 CONCLUSION.....	36
BIBLIOGRAPHIE	

INTRODUCTION

Dans les pays pauvres, il y a toujours des moyens qu' on utilise pour s' en sortir. Parmi ceux-ci, il y a la culture, le commerce, l'exportation...

Dans cet ouvrage, le moyen utilisé est le tourisme. Le tourisme est un secteur d'activité qui produit des revenus pour des milliers de gens et pour le pays, en l'occurrence Madagascar. Ainsi, plusieurs aspects du tourisme peuvent être présentés dans ce mémoire intitulé «la place du tourisme dans la réduction de la pauvreté» avec comme angle choisi, les différentes politiques mises en œuvre par le Gouvernement pour réduire la pauvreté.

Le problème est de savoir : en quoi ces différentes politiques sont utiles dans la réduction de la pauvreté à Madagascar ?

C'est dans le cadre de cette problématique qu'on va analyser le secteur tourisme. Dans la première partie l'on abordera les politiques du Gouvernement à travers les différents types de politiques gouvernementales et l'évolution statistique du tourisme malgache

Dans la deuxième partie, l'on mettra en évidence les forces et les faiblesses du tourisme, les menaces qui pèsent sur le tourisme ainsi que les différentes recommandations. Mais en aucun, l'on ne doit oublier que le tourisme malgache est confronté à des obstacles majeurs sur le chemin sa croissance.

PARTIE I

LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DU TOURISME ET LA PAUVRETE

Chapitre I : LES DIFFERENTES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LE GOUVERNEMENT

Dans ce chapitre, on essaye de voir les différentes politiques du gouvernement en faveur du tourisme et la pauvreté. Ces politiques varient suivant les aspects du tourisme et du Gouvernement. On va citer ici la politique de 1997(adoption du DSRP) jusqu' à maintenant (le MAP) en passant par la mise en place de la RFT

1-DSRP¹

Selon le projet du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) datée du 1er Octobre 2001, l'indice de pauvreté de Madagascar était de 70,2% en 2000, baissant de 73,3% en 1997. Plus de 76% de la population rurale est pauvre comparée à 52% de la population urbaine. De plus, pendant que les taux de pauvreté urbaine ont baissé, les taux ruraux sont inchangés depuis 1997. L'intensité de la pauvreté est plus élevée en zone rurale plutôt qu'en zone urbaine et cette intensité s'est exacerbée depuis 1993.

Le DSRP considère le tourisme comme un outil de choix pour réduire la pauvreté. Le Gouvernement a noté son taux de croissance de plus de 14% ces dernières années et les attentes selon lesquelles les taux vont augmenter jusqu'à 15% par an entre 2001 et 2003. Le tourisme est premier dans la liste des secteurs susceptible de produire une croissance économique durable. Bien que la valeur ajoutée directe issue du tourisme soit calculée à un simple 1,6% du Produit Intérieur Brut en 1998, les recettes en devise placent le tourisme en tête des secteurs d'exportation.

La section d'une page et demie sur le tourisme dans le DSRP souligne les prévisions du Gouvernement à établir les « Réserves Foncières Touristiques » (RFT, qui seront abordées en détail ci-dessous) qui sont censées amener des taux de croissances encore plus élevés pour

¹ Etude sur le secteur Tourisme (Banque Mondiale)

le secteur tourisme. Les RFT apporteront essentiellement des terres pour l'écotourisme et dans les zones balnéaires, aménagées par des infrastructures sur site, prétendument libres de tous conflits de propriétés, à de potentiels investisseurs. Le DSRP note que la formation est essentielle pour le secteur du tourisme et que l'Institut National du Tourisme et e l'Hôtellerie (INTH) a été restructuré et sera établi dans les cinq autres provinces, de même qu'à Nosy-Be et à Sainte Marie éventuellement. La promotion relève du mandat de la Maison du Tourisme de Madagascar (MTM) et des Maisons du Tourisme Provinciales (MTP), qui sont des associations privées qui tirent avantage de la taxe sur le tourisme(vignette touristique).

Le DSRP présuppose qu'un taux de croissance élevé des recettes touristiques allégera de lui-même la pauvreté. Alors que ce pourrait être le cas à Madagascar du fait d'un écotourisme rural de base, les économistes ont remarqué qu'il n'y a pas eu beaucoup d'effets induits(«trickle down ») à ce niveau. Ceci est en accord avec les expériences internationales indiquant que des interventions ciblées sont souvent requises pour assurer que le tourisme profite aux pauvres. Les stratégies de tourisme en faveur des pauvres traitent spécifiquement les impacts sur les pauvres, même si les non pauvres peuvent en bénéficier. Les stratégies se préoccupent moins d'élargir le secteur et plus de libérer des opportunités à l'intention de groupes spécifiques internes(en renversant le gâteau, pas en l'agrandissant). Cependant, ces stratégies doivent être intégrées dans le développement global du tourisme pour deux raisons: Les activités dominantes (comme la planification touristique) doivent être influencées par une dimension en faveur des pauvres ; et le tourisme en faveur des pauvres ne peut pas réussir sans un développement réussi de la destination touristique.(DFID 1999)

Dans le cadre du DSRP, le Ministère du Tourisme prépare un rapport sur les impacts du tourisme sur la pauvreté : »Lutte Contre la Pauvreté ». Une première version note le manque d'études approfondies sur les liens entre le tourisme et les secteurs de production et de services. Le Ministère fait une liste des principaux secteurs et sous secteurs avec les quels le tourisme a des interactions :

L'artisanat

Les services

L'agriculture, l'élevage et la pêche

Les transports

La culture

L'éducation

Des versions consécutives du rapport se sont focalisées sur des études de cas d'initiatives écotouristiques entreprises par des communautés rurales de Madagascar avec l'assistance d'ONGs basées sur place.

Dans le cadre de sa politique, l'ANGAP partage la moitié des droits d'entrée recueillis dans les parcs nationaux avec les communautés locales vivant autour de ces parcs pour des objectifs de développement. Le montant total distribué entre 1992 et 1999 était de 5060 millions FMG pour un total de 458 mini-projets. Le montant annuel collecté s'est accru de 53 millions FMG en 1992 à 1780 millions FMG en 1999. L'ANGAP estime qu'en 2000, quelque 76794 familles ont bénéficié de ces mini-projets, comparé à 5880 en 1994. Les deux provinces qui ont le plus profité des droits sont Fianarantsoa et Toamasina.

La politique consistant à partager les revenus des parcs nationaux avec les communautés locales a pour but de contribuer à élever leur niveau de vie. Elle a également pour but d'amener ceux qui vivent à proximité des parcs à contribuer à la préservation de la faune et flore des parcs et, en particulier, à réduire le braconnage d'animaux et la destruction de l'habitat pour du bois de chauffe. Compte tenu de l'importance de tels droits d'entrée dans des zones où les activités génératrices de revenus sont souvent limitées et où les activités de conservation des parcs dépendent lourdement de ces droits, leur montant devrait être étudié périodiquement.

Le coût d'environ US\$6-10 est faible comparé aux parcs d'Afrique, où un droit d'entrée de US\$25-30 est plus fréquent. Sans aucun doute, de tels parcs proposent de meilleurs équipements pour les visiteurs que les parcs de Madagascar. Néanmoins, la plupart des visiteurs de l'étranger dans les parcs sont des défenseurs de l'environnement et voudront payer plus ou par une contribution volontaire pour soutenir les parcs nationaux de Madagascar et les gens qui vivent dans la périphérie. De ce fait, les montants des droits d'entrée à payer dans les parcs à Madagascar devraient être révisés. Les droits d'entrée pourraient varier selon les parcs et en fonction du niveau de vie

2- Les réserves foncières touristiques (RFT)

Tableau 1 : LES RESERVES FONCIERES TOURISTIQUES CREEES

Dénomination	Commune	Sous Préfecture	<u>Province</u>	Superficie	Observations	N° et date arrêté de création Nature avant création
Ambatomilo	Andavadoaka	Morombe	Toliara	240 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14672 du 29/11/01 Terrain domanial : 14673 du 29/11/01
Sud Andavadoaka	Andavadoaka	Morombe	Toliara	160 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14659 du 29/11/01 Terrain domanial : 14658 du 29/11/01
Ambohitsabo	Andavadoaka	Morombe	Toliara	240 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14661 du 29/11/01 Terrain domanial : 14660 du 29/11/01

Nord Ambohitsabo	Andavadoaka	Morombe	Toliara	225 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14662 du 29/11/01 Terrain domanial : 14663 du 29/11/01
Nord Andavadoaka	Andavadoaka	Morombe	Toliara	235 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14665 du 29/11/01 Terrain domanial : 14666 du 29/11/01
Total Andavadoaka : 1 100 Ha						
Nord Salary Nord	Manombo	Toliara II	Toliara	400 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14651 du 29/11/01 Terrain domanial : 14652 du 29/11/01
Nord Salary Nord	Manombo	Toliara II	Toliara	980 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14668 du 29/11/01 Terrain domanial : 14669 du 29/11/01

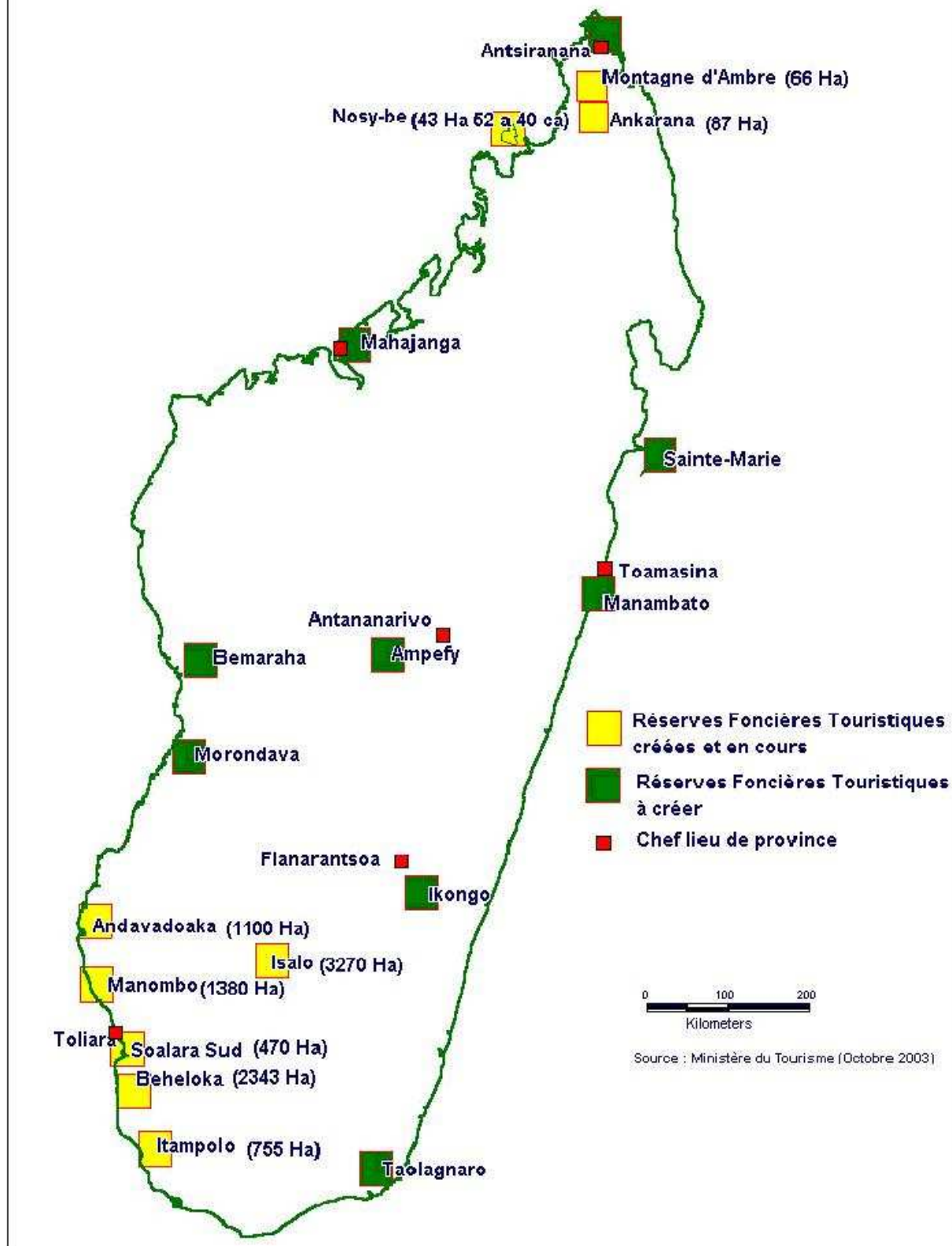
Total Manombo : 1 380 Ha						
Nord Beheloka	Beheloka	Toliara II	Toliara	335 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14657 du 29/11/01 Terrain domanial : 14656 du 29/11/01
Nord Beheloka	Beheloka	Toliara II	Toliara	365 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14675 du 29/11/01 Terrain domanial : 14674 du 29/11/01
Sud Beheloka	Beheloka	Toliara II	Toliara	425 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14670 du 29/11/01 Terrain domanial : 14671 du 29/11/01
Sud Beheloka	Beheloka	Toliara II	Toliara	425 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14653 du 29/11/01 Terrain domanial : 14654 du 29/11/01

Sud Beheloka	Beheloka	Toliara II	Toliara	485 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14676 du 29/11/01 Terrain domanial : 14677 du 29/11/01
Sud Beheloka	Beheloka	Toliara II	Toliara	308 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14685 du 29/11/01 Terrain domanial : 14684 du 29/11/01
Total Beheloka : 2 343 Ha						
Sud Anakao	Soalara Sud	Toliara II	Toliara	200 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14681 du 29/11/01 Terrain domanial : 14680 du 29/11/01
Soalava Sud	Soalara Sud	Toliara II	Toliara	270 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Pas géométrique : 14682 du : 29/11/01 Terrain domanial : 14683 du 29/11/01

Total Soalara Sud : 470 Ha						
Sud Itampolo	Itampolo	Ampanihy Ouest	Toliara	270 Ha	Ingénierie sociale réalisée	
Ouest Ankibory	Itampolo	Ampanihy Ouest	Toliara	485 Ha	Ingénierie sociale réalisée	
Total Itampolo : 755 Ha						
ZIE Isalo : 3 270 Ha						
Zone d'intérêt écotouristique d'Isalo	Ranohira	Ihosy	Fianarantsoa	3270 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Terrain domanial : 13070/99 du 07/12/99 Plan d'aménagement approuvé par décret : 2000/847 du 09/12/00
ZIE Ankarana : 87 Ha						
Zone d'intérêt écotouristique d'Ankarana	Marivorahona	Ambilobe	Antsiranana	87 Ha	RFT créée par arrêté Bornage en cours	2921/2000 du 23/03/00 Terrain titré non borné
ZIE Montagne d'Ambre : 66 Ha						
Zone d'intérêt écotouristique de Montagne d'Ambre	Joffre-Ville	Antsiranana II	Antsiranana	66 Ha	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	2367/2000 du 15/03/00 Terrain titré et borné

RFT NOSY BE						
Amporaha Ambohiday	Nosy-Be	Nosy-Be	Antsiranana	13 Ha 51 a	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Terrain domanial : 13456 du 07/12/00
Ampasindava Sakatia	Nosy-Be	Nosy-Be	Antsiranana	11 Ha 72 ca	Ingénierie sociale réalisée	
Ampasindava Befotaka	Nosy-Be	Nosy-Be	Antsiranana	18 Ha 68 ca	RFT créée par arrêté Attribuée au MINTOUR	Terrain domanial : 13457 du 07/12/00
Total Nosy-Be : 43 Ha 52 a 40 ca						

RESERVES FONCIERES TOURISTIQUES



GRAPHE 1

Activités à entreprendre dans le cadre de la constitution d'une RFT

a- Activités en vue de la création d'une RFT par arrêté du Ministère chargé des Domaines :

- Etudes préalables des zones d'intérêt touristique susceptibles d'être constituées en RFT à partir des divers plans des zones, des documents de références et des études antérieures ;
- Localisation des zones sur les lieux en vue de :
 - o apprécier leur vocation propre ;
 - o constater l'étendue des occupations y exercées ;
 - o recueillir les avis et observations des populations, des élus et des Autorités locales, services techniques intéressés ;
 - o définir les limites brutes de chaque zone.
- Inventaires fonciers des zones ;
- Délimitations physiques et définitions des zones à partir des résultats obtenus lors des opérations d'inventaires fonciers ;
- Etablissement des plans croquis des zones conformément aux délimitations fixées ci-dessus et calculs de superficie ;
- Constitution des dossiers de demande de création des RFT à déposer auprès des services techniques compétents ;
- Début des travaux d'ingénierie sociale jusqu'à la fin des procédures ;
- Appui et assistance aux commissions administratives chargées des opérations de reconnaissance domaniale et de constatation de mise en valeur, et suivi de l'instruction des dossiers d'apurement des zones jusqu'à la prise des actes réglementaires portant constitution des RFT par l'Autorité compétente ;

b- Activités à entreprendre pour les opérations de bornage :

- Etablissement du devis de bornage ;
- Réalisation physique des opérations de bornage ;
- Suivi des opérations d'immatriculation foncière et de bornage des RFT et la protection de celles-ci contre toute intrusion ou occupation illicite.

c- Activités en vue de l'élaboration du plan d'aménagement et des cahiers des charges :

NB : le plan d'aménagement et les cahiers des charges doivent être approuvés par décret interministériel (Ministère chargé du Tourisme et Ministère chargé des Domaines)

- Etudes physiques des lieux ;
- Etudes des contextes socio-économiques et culturels ;
- Aménagement physique des RFT ;
- Lotissement (Occupation du sol)
- Détermination des infrastructures (pistes d'accès)
- Etablissement des cahiers de charge ;
- Détermination des prescriptions environnementales après avis du ministère concerné
- Détermination des prescriptions architecturales après avis du ministère concerné ;
- Préparation des projets de décrets d'approbation des plans d'aménagement et des pièces annexes ;

d- Activités en vue d'attribuer les lots formés à l'intérieur des RFT aux investisseurs :

- Préparation du document d'appel d'offres ;
- Lancement des appels d'offre ou cession à l'amiable le cas échéant ;
- Dépouillement et analyse des offres, décision d'attribution des lots par location ou autorisation d'occuper selon le cas et éventuellement par vente ;
- Convocation des adjudicataires et/ou attributaires ;
- Préparation et signature des actes de cession ou portant autorisation d'occuper ;
- Notification des adjudicataires et ou attributaires ;

3-Le MAP

Dans la nouvelle politique gouvernementale, on a adopté le MAP. Le tourisme est concerné sur cette nouvelle politique. On a créé le PASN qui prévoit la combinaison des aires protégées avec les patrimoines naturelles.

D'ici 5 ans, l'objectif du Ministère de la Culture et du Tourisme, en collaboration avec celui de l'Industrie, du Commerce et du Développement du Secteur Privé, sera d'atteindre une rentrée en devises de US\$ 70 millions et drainer 500000 touristes, étrangers et locaux.

Les objectifs visés sont de générer une meilleure synergie des actions des divers partenaires, notamment en matière de gestion des ressources naturelles et des sites historiques et culturels, à vocation touristique et partant, de pouvoir intégrer ce secteur dans le programme de décentralisation, ainsi que de partager les revenus, notamment au niveau des communautés locales, mais aussi, de faciliter l'accès au financement des projets touristiques durables. Ce sont là les quatre points principaux pour optimiser les investissements dans ce tourisme durable à Madagascar.

En effet, ces objectifs consistent à trouver un équilibre entre les intérêts économiques, environnementaux, sociaux et éthiques dans la pratique touristique.

Les résultats escomptés seront d'identifier les opportunités et les contraintes dans le domaine du tourisme durable, d'avoir une proposition concrète de schéma de développement pour l'application effective du modèle de tourisme local durable, en tant qu'alternative à la préservation des ressources naturelles et à la réduction de la pauvreté et d'établir un dialogue avec les institutions techniques et financières, afin d'établir un plan d'action sur l'accès au financement.

Dans la politique de MAP le Gouvernement a fait un projet concernant le développement du secteur tourisme pour la réduction de la pauvreté qu'on peut résumer dans le tableau suivant :

Tableau 2 : PROJET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISME

Objectif global	Objectif spécifique	Résultats attendus	Impacts	Activités	Budget
Mise en œuvre du plan directeur du tourisme	A- Promotion de la destination	Valorisation du patrimoine culturel et touristique - diversification de l'offre -développement du tourisme communautaire -image fiable de la		-Viabiliser les sites identifiés par la mise en place des mesures d'accompagnement tels que routes, centres de santé de base, sécurité -Renforcer les actions de promotion à l'extérieur	500 millions

		destination -accroissement de recette touristique -Re dynamisation du comité national pour le développement du tourisme(CNTD) -Amélioration institutionnelle du secteur (public - privé) -Partenariat effectif entre le secteur public et privé		-Redynamiser les dispositifs de promotion -Contrôler le versement de la vignette touristique -Bâtir une structure de concertation avec les acteurs publics, parapublics et privés -Amener les différentes branches du tourisme à travailler ensemble pour la régulation du secteur -Re dynamiser le CNTD	250 millions
	C- Renforcement des capacités	- Professionnalisation du secteur -Amélioration de la qualité des prestations		-Mettre en place les centres de formation délocalisés -Constituer des équipes mobiles de formation -Renforcer les capacités existante (INTH- centre de formation) -Doter les centres de formation d'équipement -Réviser la politique de formation	500 millions 500 millions

	D-Promotion des investissements	-Amélioration de l'environnement des Affaires et motivation ; croissance des investisseurs -Contribution de toutes les parties à la finalisation du Tourism Master Plan (TMP) -Répartition des bailleurs et des financements par programme et par projet -Réalisation de 3 à 5 entreprises de grande envergure -Croissance du nombre des hébergement de qualité -Viabilisation des sites touristiques		-Création de centre d'information des investisseurs -Organiser un séminaire de validation du TMP -Mette en place un processus de consultation des bailleurs de fond pour les secteurs culture et tourisme -Encourager les promoteurs de grands projet (ex : accès au terrain et facilitation de procédure) -Faciliter l'accès au crédit et les procédures -Construction des pistes touristiques (relais des routes nationales et régionales)	Un milliard FMG
--	---------------------------------	--	--	--	-----------------

SOURCE :Ministère du tourisme

Chapitre II : LES IMPACTS ECONOMIQUES DU TOURISME

1-Description du secteur tourisme

Evolution des arrivées touristiques :

Si l'on se réfère aux statistiques du ministère de la Culture et Tourisme des arrivées touristiques des 5 dernières années, l'on constate un rythme de croissance moyen de 15 % par an faisant exception de l'année 2002 où la crise politique avait perturbé le secteur.

Tableau 3 :ARRIVEES TOURISTIQUES AUX FRONTIERES

ANNEE	1999	2000	2001	2002	2003
ARRIVEES	138 253	160 071	170 208	61 674	139 230

SOURCE : Ministère de la Culture et du Tourisme

Si l'on compare les arrivées touristiques de 2002 et 2003, le rythme de croissance s'améliore davantage et les performances de l'année 2002 ont été largement dépassées :

D'autre part, l'accroissement du nombre des touristes exerce un impact positif de plus en plus marqué sur l'économie du pays. Cette évolution favorise la rentrée des devises au niveau de la balance des paiements.

Croissance des recettes du tourisme :

Les recettes visibles enregistrées par la Banque Centrale, lesquelles représentent le quart des exportations de services évoluent comme suit :

Tableau 4 :EVOLUTION DES RECETTES EN DEVISES

EVOLUTION DES RECETTES EN DEVISES AU TITRE DU TOURISME					
	1999	2000	2001	2002	2003
Million de D.T.S	72	91,9	90,2	27,8	54,0
Milliards de FMG	625,9	821,0	755,5	243,9	468,45

SOURCE : Banque Centrale / MCT

D'autre part, il est à noter qu'il s'agit ici des recettes visibles. Donc, elles ne prennent pas en compte les dépenses réelles des touristes à l'intérieur du pays.

De même, si on y ajoute le montant de la vente des billets d'avion des compagnies aériennes nationales, les recettes seront encore plus conséquentes.

Par ailleurs, il faut souligner que le tourisme figure depuis des années parmi les trois premiers produits d'exportation, devançant la vanille, le café ou les crevettes selon les années.

Dans son analyse ETV 98, le projet INSTAT MADIO estime, à partir des recettes en devises, le taux de valeur ajoutée du tourisme entre 1% et 2% du PIB.

Mais, la contribution du secteur touristique à l'économie malgache ne se limite pas à l'apport en termes de devises. Il s'agit aussi d'un secteur qui attire de plus en plus d'investisseurs également dans d'autres domaines comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat etc.. La création d'entreprises hôtelières et touristiques et l'extension des infrastructures d'accueil ont amélioré le niveau des investissements même au niveau régional.

Tableau 5 : REPARTITION DES VISITEURS NON RESIDENTS

Répartition des visiteurs non résidents par pays d'origine						
France	34,4%	51%	54%	55%	56%	52%
Réunion	5,5%	4%	8%	9%	10%	5%
Maurice	-	3%	5%	6%	5%	-
Amérique	6,8%	2%	5%	4%	4%	5%
Angleterre	4,8%	-	3%	3%	3%	5%
Suisse	7,1%	3%	2%	2%	2%	4%
Allemagne	17,8%	4%	4%	4%	4%	4%
Italie	8,4%	6%	6%	5%	5%	5%
Autres	15,2%	27%	13%	12%	11%	20%

Principaux motifs de visite

Tourisme (Loisirs, vacances, sports, écotourisme, aventure, découverte) : **62,9%**

Autres (Travail, affaires, mission, visite de famille, séminaires) : **37,1%**

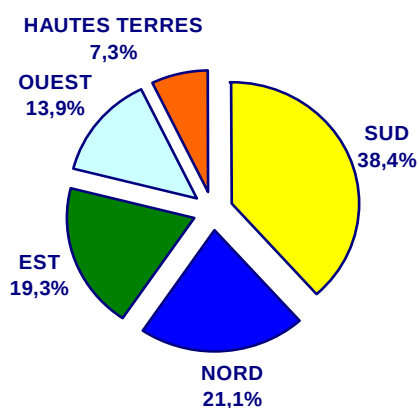
Source : Ministère du Tourisme

GRAPHE 2

Tableau 6 : SITES VISITES PAR LES TOURISTES

REGIONS VISITEES	SITES VISITES	POURCENTAGE DE TOURISTES
SUD	Toliara, Parc National d'Isalo, Taolagnaro, Ifaty, Parc National de Ranomafana, Fianarantsoa ...	38,4 %
NORD	Antsiranana, Nosy-Be, Montagne d'Ambre ...	21,1 %
EST	Sainte-Marie, Toamasina, Parc National d'Andasibe, Foulpointe, Fénérive-Est ...	19,3 %
OUEST	Mahajanga, Morondava, Parc National Bemaraha, Belo Tsiribihina ...	13,9 %
HAUTES TERRES	Antsirabe, Itasy, Ampefy, Mantasoa ...	7,3 %
TOTAL		100 %

REGIONS VISITEES PAR LES TOURISTES



Source : Ministère du Tourisme, Enquête Tourisme 2000

GRAPHE 3

Tableau 7 : EVOLUTION DES ARRIVEES DES VISITEURS NON RESIDENTS AUX FRONTIERES

(1ER SEMESTRE 2003)

	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	TOTAL
Visiteurs non-résidents	11 861	9 919	12 763	9 364	13 179	12 139	69 225

Source : Ministère du Tourisme

Estimation pour l'année 2003 : 115 000

Projection chiffre pour les Années 2004 -2007

Tableau 8 : PREVISION DES ARRIVEES

Année	2000	2001	2003	2004	2007
Arrivées des visiteurs	160 071	170 208	139 230	170 000	500 000

Source : Ministère du Tourisme

D' après la prévision, une bonne mesure doit être pris. Atteindre un niveau comme ce qui est prévu en 2007 fait bel et bien une rentrée importante de devises.

Tableau 9 : DUREE MOYENNE DE SEJOUR

	1999	2000	2001	2002	2003(*)
Pays (j)	20	20	20	9	15
Hôtel (j)	4	4	4	2	3

La projection des arrivées 2003 - 2007a été obtenue à partir du taux moyen annuel (1994-2001). Il y a lieu de préciser que l'objectif de 2007 sera encore réajusté en fonction des estimations de l'offre probable apportée par les grands projets.

Impôts et Taxes

Les revenus du Gouvernement sont générés par divers impôts, y compris les taxes et impôts sur les ventes, la valeur ajoutée(TVA), les chambres, d'aéroport lors de départ, sur les revenus de sociétés, les salaires, les charges sociales et les propriétés. Des revenus proviennent également des taxes d'importations, des droits d'atterrissage des appareils et des droits de quai des navires de croisières. Le montant exact des impôts levés sur le tourisme est difficile à évaluer à cause de la dispersion des dépenses liées au tourisme et de la diversité des biens et services utilisés par le tourisme.

A Madagascar, le tourisme a généré des revenus fiscaux estimés à 62,5 milliard FMG en 1999, y compris la TVA et les impôts levés sur les revenus². Si ces derniers concernent uniquement ou comprennent ceux des tours opérateurs, des services de transports liés au tourisme, etc....., doivent être clarifiés avec le Gouvernement.

2-Niveau des investissements et part des investissements nationaux (OFFRE)

Les tableaux ci-dessous montrent bien l'évolution de l'offre créée par les industries touristiques.

Tableau 11 : ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT ET/OU DE RESTAURATION :

Année	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre hôtels	556	644	695	717	768
Nombre chambres	7 207	7 779	8 435	8 780	9 325

Source : Ministère du Tourisme

Tableau 12 : ENTREPRISE DE VOYAGES ET D'ANIMATIONS TOURISTIQUES

Année	1999	2000	2001	2002	2003
EVPT	331	370	413	522	553

Source : Ministère du Tourisme

² Etude sur le Secteur Tourisme (Banque Mondiale)

Contribution à la création d'emplois :

Etant créatrice d'emplois, les entreprises touristiques contribuent énormément à la lutte contre le chômage.

Tableau 13 :EVOLUTION DES EMPLOIS DIRECTS GENERES PAR LE SECTEUR

Année	1999	2000	2001	2002	2003
Hôtels et restaurants	12 640	13 628	14 010	14 031	14 809
EVPT	2 934	3 231	3 554	3 563	3 781
TOTAL	15 574	16 859	17 564	17 594	18 690

Source : Ministère du Tourisme

PARTIE II

ANALYSE DES POLITIQUES DU TOURISME

Vis-à-vis des différentes politiques mises en œuvre dans la première partie, on va aborder la seconde partie en mettant en exergue les forces et faiblesses du tourisme ainsi que les menaces qui pèsent sur ce secteur en vue d'avancer des recommandations utiles pour améliorer la situation existante.

Chapitre I : LES FORCES ET FAIBLESSES DU TOURISME

1- Les forces du secteur tourisme

- L'Écotourisme

Le point fort du secteur tourisme à Madagascar c'est l'écotourisme. Madagascar possède des espèces endémiques qui attirent de nombreux touristes. L'écotourisme n'est pas seulement limité par des réserves naturelles mais aussi par des patrimoines nationaux.

Madagascar dispose actuellement de 48 Aires Protégées d'une superficie totale de 1.200.000 ha. On peut citer quelques-unes des aires protégées gérées par l'ANGAP comme celle d'Andasibe, de Zahamena ou de Mangerivola et ainsi d'autres.

Par contre, la rareté de ces espaces, leur caractère exceptionnel et le besoin des marchés pour des produits de plus en plus exclusifs et pour des milieux naturels intacts commandent une grande vigilance dans leur exploitation. C'est pourquoi l'écotourisme peut faire profiter les aires protégées de trois façons :

- en générant de l'argent pour gérer et protéger les habitats naturels et les espèces,
- en donnant la chance aux communautés locales de faire des gains économiques grâce aux aires protégées et

- en offrant un moyen par lequel l'intérêt des gens pour la conservation peut être accru.

De plus en plus, l'écotourisme est perçu comme la meilleure façon de concevoir le tourisme dans ces lieux souvent fragiles et sensibles aux perturbations humaines. L'écotourisme est ainsi vu comme un outil acceptable pour financer leurs activités de base, soit la recherche et la conservation des éléments naturels constituant l'environnement.

La pratique de l'écotourisme n'est pas strictement limitée à ces aires protégées publiques. Il y a aussi par exemple :

- autour des lacs (celui de Manatsoa, ou Tritriva), des rivières et sur les littoraux côtiers (5 000 Km de côte à Madagascar) ;
- dans les diverses régions montagneuses possédant des potentialités de développement du tourisme sportif (les Tsingy du Bemaraha), des randonnées, des pistes de trekking ;
- autour des sites et patrimoines culturels et cultuels (tel que le Rova d'Ambohimanga ou celui d'Antsahadinta ou encore d'Ambohidratrimo)

Dans la mesure où les principes susmentionnés sont respectés, l'écotourisme devrait pouvoir se pratiquer partout où l'on retrouve un milieu naturel adéquat et capable de supporter la pression des visiteurs. L'avantage des aires protégées est que leur organisation souvent bien structurée facilite la gestion des activités touristiques, limitant les effets négatifs éventuels sur l'environnement naturel et socioculturel.

2 -Les faiblesses du tourisme

Les infrastructures

Il n'y a pas d'accès convenable du nord au sud, c'est à dire entre les deux pôles majeurs de développement touristique. A cause de la mauvaise maintenance et du sous investissement, le pays a perdu entre 300 et 1000 km de route par an. Le réseau national routier consiste en 32000 km, sur lesquels 11862 km sont des routes nationales, 12250 km sont des routes

provinciales et environ 7500 km de routes communales. Seulement 12000 km peuvent être utilisées toute l'année et seulement 4074 km sont goudronnées.³

Tous les Tours Opérateurs ont fait mention de l'état incertain des routes sur tous les trajets, y compris les plus parcourus. Des progrès ont été accomplis en matière de réseau routier mais avec si peu de routes praticables en tout temps dans un pays aussi vaste, plusieurs zones restent inaccessibles. Même pendant la saison sèches, des parties de l'île sur les côtes ouest et sud ne sont pas facilement accessibles. Le résultat est que l'île est divisée en un grand nombre de régions enclavées auxquelles on ne peut que par une combinaison de transport routier, aérien et fluvial/ maritime. Actuellement, presque 8700 km de pistes rurales ont été sélectionnées pour être rénovés sous un projet financé par la Banque Mondiale. Sur ces pistes, 2500 km fourniraient un accès à 67 communautés qui sont enclavées.

Ce mauvais état des routes a un impact sur l'état des véhicules utilisés et, de ce fait, sur les coûts. Un tour opérateur a décrit un « bon » circuit comme celui durant lequel les véhicules ne sont tombés en panne. Le gouvernement a récemment accepté d'utiliser le financement des bailleurs pour améliorer le réseau routier. Le tourisme en tirera avantage seulement si les besoins du secteur étaient inclus dans les priorités.

Le secteur du tourisme dépend énormément de presque chaque composante de l'infrastructure nationale. L'efficacité de cette infrastructure affecte également les bénéfices d'exploitation des établissements d'hébergement et leur capacité à traiter les déchets de façon salutaires et à éviter la pollution du capital naturel. Une infrastructure inadéquate augmente les coûts de toutes les entreprises quelles que soient leurs activités.

Energie

Actuellement, l'énergie électrique semble être adéquate dans la capitale, mais des fluctuations de voltage et les coupures sont en augmentation et sont prévus s'empirer avec l'augmentation de la demande. En dehors d'Antananarivo, l'infrastructure est de loin pire et plusieurs des plus grands établissements touristiques ont des systèmes de groupe électrogène. Les établissements plus petits ou isolés utilisent des sources d'énergie traditionnelles.

L'adduction d'Eau

L'approvisionnement en eau est en général convenable dans les zones riches de plus grandes villes, mais est insuffisantes dans les régions les plus pauvres. Plusieurs villages n'ont

³ Statistique effectuée en 2000 par l' INSTAT

pas de puits convenables pour l'eau et un projet financé par la banque africaine de Développement, le PNUD et la Banque Mondiale étend l'approvisionnement en eau dans les villages. Les systèmes d'évacuation des eaux usées dans les parcs nationaux sont beaucoup critiqués par les tour opérateurs et les touristes de la même façon. La question de l'évacuation des eaux usées dans les zones balnéaires n'a pas été étudiée mais est apparemment un problème car les déchets non retraités trouvent leur chemin dans la mer.

Le Télécommunications

Le domaine qui a reçu le plus de critiques dans l'enquête visiteur de 2000 a été les communications, avec 21% des visiteurs le notant comme « mauvais », 23% le notant comme « très mauvais » et un autre 23% le notant comme « moyen ». le secteur touristique dépend énormément des télécommunications. Le succès d'Internet en tant qu'outil marketing pour le tourisme a été remarquable. Les tours opérateurs reposent pour leurs réservations sur le téléphone, fax et le web. a Madagascar, comme indiqué dans la version provisoire du rapport sur le Cadre Intégré, le manque de bandes passantes rend les coûts de connexion élevés, plafonnant de façon effective le secteur de Technologies Internet (TI). Cela conduit à des coûts de télécommunication élevés pour non seulement le trafic vocal mais aussi pour l'Internet et les transmissions. Toutes les entreprises, et non seulement les entreprises TI, sont touchées par les coûts de communication élevés, mais il s'agit d'une charge particulièrement lourde pour les petites entreprises, comme les entreprise d'artisanat qui essaie de faire connaître leurs produits et de trouver de nouveaux marchés peu de petites sociétés peuvent se permettre des sites Internet, qui permettraient beaucoup plus facilement aux acheteurs étrangers de les connaître. Les coûts de télécommunications pourraient descendre en cas de dérégulation de marché. Déjà, l'entrée des licences de téléphonie mobile a contribué à baisser les coûts du trafic vocal. La plupart des gens les utilisent pour les appels internationaux car ils coûtent beaucoup moins que le service international de la compagnie nationale de téléphone.

Le climat

Le climat affecte de façon marquée les arrivées de touristes pendant les trois premiers mois de l'année, ce qui est dommage parce que cela serait le meilleur moment pour attirer les touristes à cause de la saison inverse en Europe du nord. L'hiver dans le nord crée un exode de touristes mais coïncide avec l'inhospitalière saison de pluies à Madagascar. De Janvier en Mars, la saison humide restreint le tourisme à cause des pluies battantes, des rivières en crue et des routes endommagées qui peuvent rendre certains déplacements terrestres impossibles

compte tenu du fait que seulement 7000km sur les 35000 que compte le réseau routier sont praticables en tout temps. Des mers agitées peuvent retarder ou rendre dangereuse les déplacements entre les îles. Les cyclones sont également fréquents à cette période de l'année et peuvent occasionner des pertes de vie.

Manque de professionnalisation

Comme indiqué dans la version provisoire du rapport sur le Cadre Intégré, la manque de formation et de qualification est un obstacle majeur dans toute industrie et tout secteur, y compris celui de l'artisanat. Le manque de qualification ne concerne pas uniquement les directeurs et les techniciens. L'industrie souffre parce qu'il est difficile de trouver du personnel sachant compter et lire. Loin de s'améliorer avec le temps, ce problème s'empire. Les réalisations en matière d'éducation de base semblent être en baisse dans tout le pays, spécialement dans le domaine des sciences et techniques.

Un vide important dans le système d'éducation est la manque de formation en langues. "Peu de personnes à Madagascar, même parmi les plus éduquées, communiquent bien en anglais. Cela fait qu'il est difficile de pénétrer des marchés touristiques en Europe et aux Etats Unis, de même qu'au Japon et dans d'autres marchés majeurs fournisseurs de touristes. Les touristes et investisseurs potentiels ne peuvent pas facilement obtenir des informations sur Madagascar parce qu'ils ne parlent pas le français. Pour élargir les marchés touristiques possible de Madagascar, un effort substantiel doit être fait pour enseigner l'anglais dans les écoles et aux nationaux qui ont des contacts fréquents avec les touristes.

3-Les menaces sur le tourisme

Insuffisances des aires protégées

Le rôle positif joué par le tourisme/écotourisme en octroyant des avantages aux pauvres et en aidant à préserver les ressources naturelles de base et leur biodiversité est souligné dans le rapport d'évaluation de 1996 du second programme environnemental (PEII) : « Madagascar est connu pour son niveau élevé de dégradation environnementale. Selon les informations disponibles, presque 80% de la couverture forestière originelle du pays a disparu ou a été sérieusement endommagée. La zone couvrant les forêts primaires naturelles a baissé à environ 25% de la superficie totale en 1950, à 20% en 1972 et à moins de 15% aujourd'hui. Cette dégradation menace non seulement la diversité biologique, mais aussi la stabilité de l'approvisionnement en eau et des sols vitale pour l'économie agricole.... La pauvreté continue à menacer la durabilité des ressources naturelles disponibles de façon durable. Le

renversement de la spirale allant vers le bas de la dégradation environnementale devrait ainsi le plus profiter aux pauvres, tout en maintenant une biodiversité exceptionnelle »

Le tourisme sexuel

Les aspects sociaux négatifs du tourisme sur le plan social peuvent comprendre une augmentation de la prostitution- jusqu' à sa pire forme de prostitution des enfant. Le Ministère du Tourisme a pris conscience de l'existence de la prostitution des enfants à Madagascar (particulièrement à Nosy Be et Diego Suarez) et il y a des rumeurs insistantes de liens au milieu de la pornographie internationale. Le Gouvernement mène une campagne active contre ces pratiques - utilisant tous les moyens de communications, y compris des affiches voyantes. La compagnie établit que les contrevenants seront poursuivis selon la pleine application de la loi et, en application d'une convention internationale récente, jusque dans leur pays d'origine s' ils quittent le pays de destination. Le Ministère a noté que la pauvreté extrême amène quelquefois les parents à arranger avec les contrevenants dans la suppression des preuves. Pendant les rencontres avec le Ministère du Tourisme, leur détermination à éradiquer cette activité intolérable était évidente. L' Organisation Mondiale du Tourisme a récemment publié un Code d'Ethique et tous les membres, y compris Madagascar, seront encouragés à adhérer à ses principes.

Chapitre II : LES RECOMMANDATIONS POUR FAVORISER LA POLITIQUE TOURISTIQUE

1- Les recommandations sur les environnements

Pour améliorer la politique du tourisme en faveur des pauvres, les dispositifs suivant doivent être mis en œuvre :

La MECIE (Mise en Compatibilité les Investissements avec l'Environnement)

En 1999, une loi a été disposée et conçue pour demander que tous les projets soient conformes à des normes élevées de protection environnementale (Mise en Compatibilité les Investissements avec l'Environnements). Les critiques à son égard dans la communauté des investisseurs allèguent que les exigences onéreuses de la loi rendent son application aux projets déjà en cours impossible.

La EIE (Evaluation des Impacts Environnementaux)

En mettant en place une planification physique comprenant un zonage et des normes d'architecture de construction sur ou pour l'utilisation des ressources naturelles, la ressource elle-même sera conservée. Une Evaluation des Impacts Environnementaux (EIE) devrait être toujours exigée pour toute construction sur les ressources naturelles ou leur utilisation et les capacités d'encadrement de ces EIEs doivent être renforcées. De nombreuses ONGs, soutenues à Madagascar par des financements internationaux, sont capables d'aider le Gouvernement à établir des normes environnementales pour différentes activités touristiques, dont la plupart devrait être spécifique aux sites.

La MTM (la Maison du Tourisme de Madagascar)

Le Gouvernement, avec le soutien de la Commission Européenne, a créé la Maison du Tourisme de Madagascar (MTM), un organe statutaire dont les fonctions principales sont de : agir en tant qu'organisation chapeautant les associations professionnelles (des hôtels, des tours opérateurs,...) ; promouvoir la « destination Madagascar » ; et encourager l'éducation des industries touristiques.

Le CTS (Compte du Tourisme Satellite)

En 1993, les Nations Unies ont appelé tous les pays à développer un Compte du Tourisme Satellite dans le but de fournir une mesure crédible de leur contribution à

l'économie nationale (le terme comptabilité des industries satellites mesure la taille des activités économiques qui ne sont pas incluses de leur plein droit dans les comptes publics).

L'objectif est d'en informer les organes de décision de la politique gouvernementale et de décision d'investissement du secteur privé.

Un nombre de pays développés et en développement, notamment l'Afrique du Sud, a commencé à travailler sur la mise en place d'un CTS. Les résultats montrent généralement que les contributions en pourcentage du tourisme au PIB et aux recettes d'exportation sont considérablement plus élevées dans un CTS que dans les calculs conventionnels qui se basent uniquement sur les estimations de dépenses touristiques directes. Traditionnellement, le tourisme est compris à Madagascar dans le PIB sectoriel « Commerce, Hôtels et Restaurants ». En réunissant le commerce et le tourisme, la contribution d'aucune des deux ne peut être bien appréhendée.

2- Rôles du ministère du tourisme

Le Ministère du tourisme est responsable de la politique touristique, qui actuellement se concentre sur trois fronts : la promotion des investissements ; la formation professionnelle à tous les niveaux ; et la promotion du tourisme à Madagascar. Sur le premier point, le Ministère a fait des progrès dans le bon sens en désignant des zones prioritaires pour le développement touristique par la création des RFTs. Sur la formation professionnelle, il existe des propositions de mettre en place des établissements de formation hôtelière et/ou touristique, dans chaque province, en plus de l'INTH existant. Cela semble trop ambitieux et n'est peut-être pas efficace. La formation est clairement une priorité mais peut réaliser selon une variété de moyens qui pourraient être plus réalistes sur le plan des coûts, comme le mélange des salles de classe et une formation sur les lieux de travail. Les formations à distance et les programmes sont utilisés de façon efficace ailleurs. Sur le troisième axe, le Gouvernement reconnaît l'importance de promouvoir le tourisme vers Madagascar et souhaite introduire un mécanisme plus effectif. Le Ministère préside également un comité interministériel conçu pour harmoniser les interventions transversales sur le tourisme.

Développement sectoriel

Etant donné l'enjeu du secteur touristique et culturel, Madagascar doit accepter et déployer les efforts nécessaires pour respecter la loi du Marché : l'OFFRE doit satisfaire la DEMANDE.

Pour ce faire, les principales actions du développement se présentent ainsi qu'il suit :

- 1.1 Améliorer et renforcer la gestion des ressources
- 1.2 Valoriser les sites et monuments historiques et leurs environnements
- 1.3 Promouvoir la lecture publique et la production littéraire
- 1.4 Promouvoir les pratiques culturelles contribuant au développement du pays
- 1.5 Appuyer le développement culturel de Madagascar
- 2.1 Promouvoir la musique, la danse et les arts dramatiques
- 2.2 Promouvoir les arts plastiques et l'artisanat d'art
- 2.3 Développer le marché des arts et des spectacles
- 2.4 Encourager et développer les partenariats et conventions culturelles
- 2.5 Mise en place de Banque de Données Culturelles
- 2.6 Edition d'annuaire, bulletin
- 4.1- Valorisation de l'écotourisme et des autres produits
- 4.2- Relance des activités touristiques
- 5.1- Etablissement des normes sur les écolodges
- 6.1- Etablissement des coopérations régionales
- 7.1- Etablissement du Tourism master plan
- 8.1- Réalisation du plan de prévention et de lutte contre le tourisme sexuel et le VIH / SIDA
- 9.1- Mise en conformité des établissements aux textes existants
- 9.2- Mise à la disposition des utilisateurs des informations statistiques actualisées, fiables et pertinentes sur les principaux sites touristiques
- 10.1- Création de réserves foncières touristiques (RFT)
- 10.2- Mise en place de formation adaptée

Chapitre III : LES OBSTACLES A LA CROISSANCE DU TOURISME

Les sections suivantes d'identifier les principaux obstacles à la croissance du tourisme, qui est tombé en deçà de son potentiel compte tenu des ressources de base. Une revue des nombreux problèmes montre à quel point les obstacles inhérents à l'offre et ceux à la demande sont liés entre eux.

1-Le foncier

Comme indiqué dans une version récente du rapport sur le Cadre Intégré à Madagascar⁴, « la situation foncière actuelle à Madagascar représente un obstacle fondamental à tout développement durable dans des secteurs majeurs comme l'industrie, le tourisme, le commerce agricole et l'élevage de bétail. ». Parmi les nombreuses difficultés faisant face aux investisseurs hôteliers (et autre) à Madagascar, la plus fréquemment mentionnée est celle relative à l'acquisition foncière. Jusqu'à maintenant, moins de 15% du territoire national a été formellement enregistré sur cadastre et une grande partie de cet enregistrement n'est pas à jour. Traditionnellement, la mise en valeur de terrains, la propriété collective et le respect de la notion de terres ancestrales ont été les pierres d'achoppement de la reconnaissance de la propriété foncière. Dans de large limite, ces critères restent valables à ce jour.

Le processus de revendication « spontané » d'un terrain non titré, en utilisant une mise en valeur d'un niveau rudimentaire ou la revendication de droits ancestraux comme justification, continue et dans certaines régions, s'accélère. Beaucoup de terrains non titrés avec une valeur de développement potentiellement élevée sur le littoral et dans des zones ecotouristiques de choix sont dits avoir été revendiqués surtout pour des raisons de spéculation, pour que les « droits » puissent être vendus à des investisseurs potentiels.

2-L' accès international

Le Gouvernement a initié une libéralisation des politiques sur le trafic aérien en 1997. Parmi les principales mesures figurent.

L'ouverture des vols programmés non réguliers aux charters

L'élimination du monopole d' Air Madagascar sur les lignes intérieurs et les débuts d'une politique de « ciel ouvert » (open skies) sur les lignes programmées internationales

⁴ Madagascar : Améliorer l'Intégration dans le Marché Mondial comme une stratégie de Réduction de la Pauvreté

L'octroi d'un moratoire pour 8 droits de trafic international comme une partie du processus de privatisation prévu.

Bien que ça ne soit résulté par une ruée de nouvelles entrées, la libéralisation a été un facteur important dans l'augmentation de 20% du trafic de passagers au niveau international et intérieur pendant les trois dernières années. La Banque Mondiale est un partenaire du Gouvernement dans un processus de libéralisation et également en encourageant le partenaire public- privé pour la gestion des principaux aéroports internationaux et provinciaux. Sur l'accès international, il y a des inquiétudes sur les prix, les capacités et les fréquences de vols, de même que sur les liaisons entre les vols internationaux et intérieurs.

Les tarifs aériens vers Madagascar sont plus élevés que vers toutes autres destinations de la région à cause de la capacité limitée et du manque de concurrence. Ils sont même réputés être parmi les tarifs les plus élevés du monde sur une base de mile. Le programme de tarifs le plus récent montre un tarif apex d'un mois en basse et haute saison de Paris à Antananarivo d'environ US\$ 2000-2200 sur Air France/Air Madagascar et légèrement plus bas sur Corsaire, juste en dessous les tarifs équivalents sur la Réunion.

3- L'environnement des affaires

La politique macro-économique, actuellement saine, a mené le pays vers une croissance durable et constitue un cadre idéal pour l'industrie du tourisme. Le Gouvernement doit veiller à ce que les politiques sectorielles spécifiques entrent dans ce cadre économique. Les investisseurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux, seront tentés d'investir dans le secteur du tourisme seulement si le cadre macro-économique est favorable aux investissements du secteur privé. La politique macro-économique doit entretenir la stabilité, la confiance et la prévisibilité. Malheureusement, ce n'a pas été le cas à Madagascar. Les tours opérateurs nationaux et les directeurs d'hôtel doivent fournir une année à l'avance leur structure de prix dans leur brochures et dans leurs contrats avec les tours opérateurs internationaux. Le secteur privé a vu les incitations aux investissements soudainement révoquées et l'application du TVA sans une période suffisante pour être en mesure de répercuter les augmentations sur les clients. En 1999, l'inflation locale et la dépréciation du taux de change ont conduit à une augmentation de plus de 50% du coût en euros de la prestation globale que les opérateurs nationaux ont commercialisée, augmentation qu'ils ont dû absorber.

De l'autre côté, le financement demeure une contrainte majeure à l'expansion du secteur touristique à Madagascar, ce qui constitue un objectif important à dépasser pour les communautés pauvres. L'absence de financement approprié constituera également un frein à la

création de clusters d'hôtels et de services rattachés au tourisme d'excellence. En alternative, ils seront financés de façon prépondérante par des capitaux, marginalisant donc les investisseurs nationaux.

Aussi difficile qu'il soit d'obtenir de l'argent à court terme, le financement à long terme est encore plus ardu. Les prêts à termes sont très rares et les prêts à plus de cinq sont complètement inexistants. Parce que les opérateurs touristiques ne peuvent pas emprunter à court terme auprès des banques pour leur fond de roulement, ils sont obligés de renoncer à investir pour financer leurs opérations courantes avec leurs fonds internes.

4-La compétitivité des produits touristiques

Les contraintes mentionnées ci-dessus ont des conséquences directes sur la compétitivité des produits touristiques à Madagascar. Un tour opérateur international a expliqué qu'il trace un portrait déplaisant à tout client potentiel intéressé à voyager à Madagascar de l'état de l'infrastructure, des problèmes de santé, du climat et des installations précitées, de même que des incertitudes sur le respect des programmes et la disponibilité des hôtels. Si l'intérêt ne faiblit pas, le tour opérateur n'essaie pas vers une autre destination. Madagascar n'apparaît pas dans les circuits de Abercrombie et Kent, parmi les plus exclusifs des tours opérateurs internationaux, qui ont noté une inadéquation entre les hôtels et leurs clients à pouvoir d'achat élevé. Madagascar aussi exclu du catalogue Kuoni, un grand tour opérateur qui s'occupe des touristes à revenu moyens. Des marges faibles nécessitent pour les plus grands tours opérateurs le déplacement d'un grand nombre de touristes sur chaque destination commercialisées pour faire des bénéfices.

Un tour opérateur spécialisé dans le voyage d'aventure pour touristes à hauts revenus résume l'option des tours opérateurs internationaux sur la compétitivité de Madagascar. Les normes d'hébergement ne valent pas les normes occidentales et l'infrastructure n'est pas souvent fiable avec un mauvais service aérien intérieur et des routes difficiles. Si l'hébergement touristique à Madagascar est plus que convenable, la sophistication et le raffinement que chacun est le droit d'attendre ailleurs dans l'Océan indien ne sont pas présents.

C'est un hommage remarquable au capital de Madagascar et sa population, que malgré un manque de compétitivité dans la qualité de l'hébergement et de services dans les tarifs aériens, les touristes expriment un degré de satisfaction élevé suite à leur séjour. Le nombre de touristes qui reviennent confirme également le niveau de satisfaction. Clairement, si les contraintes ci-dessus pouvaient être résolues, Madagascar pourrait devenir une destination touristique majeure.

CONCLUSION

Madagascar est un pays célèbre par sa faune et sa flore endémiques. Il attire de nombreux touristes.

Avec un taux de pauvreté de 85%, la mise en place de la bonne gouvernance est nécessaire pour le secteur tourisme.

Depuis les décennies le Gouvernement a essayé de stabiliser ce secteur en appliquant plusieurs politiques de gouvernance : le DSRP dans lequel la mise en place de la Réserve Foncière Touristique (RFT) et récemment le MAP (Madagasikara Am-Perinasa).

Le DSRP est la politique appliquée durant les années 90. Il a permis d'obtenir des résultats concrets sur le tourisme et sur la pauvreté. La mise en vigueur de RFT est une de ses applications. Par l'intermédiaire du MAP, le tourisme devrait être un levier dans le cadre de la Mondialisation.

Par les emplois qu'il a généré, le tourisme permet de réduire le taux de chômage. Les différents revenus engendrés par le secteur a amélioré le niveau de vie des gens dans plusieurs localités. Le changement de mentalité considérable dans les zones de réserve touristique est aussi à mettre à l'actif du tourisme durable.

Malgré les revenus gagnés surtout par l'écotourisme, le tourisme à Madagascar présente des handicaps comme la dégradation des réserves forestières, la faiblesse des infrastructures et le tourisme sexuel

Mais quoi qu'il en soit les obstacles existants dans le secteur tourisme doivent être surmontés dans un souci de compétitivité internationale.

LISTE DES ABREVIATIONS

ONE	: Office National pour l'Environnement
ANGAP	: Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées
CNDT	: Comité National de Développement du Tourisme
MTM	: Maison du Tourisme
CADE	: Comité d' Appui au Développement de l' Ecotourisme
RFE	: Rain Forest Expeditions
RFT	: Réserves Foncière Touristiques
TFP	: Tourisme en Faveur des Pauvres
OMT	: Organisation Mondiale du Tourisme
CTS	: Compte du Tourisme Satellite
TO	: Tours Opérateurs
MTP	: Maison du Tourisme Provincial
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
MCT	: Ministère de la Culture et du Tourisme
ONTM	: Office National du Tourisme de Madagascar
ORT	: Office Régional du Tourisme
EIE	: Evaluation des Impacts Environnementaux
MECIE	: Mise en Compatibilité des Investissement

BIBLIOGRAPHIES

- 1-** Situation Economique du Tourisme
Ministère de l' Economie, des Finances et du Budget - INSTAT
Septembre 2005 (78 pages)
- 2-** Tableau de Bord Environnemental Madagascar
Ministère de l'Environnement - Office National pour l'Environnement
Edition 2002 (112pages)
- 3** Informations Générales sur le Tourisme
Ministère du Tourisme
Octobre 2003
- 4** Madagascar : Terre d'Accueil ?
Analyse de l'Enquête Tourisme
INSTAT
Septembre 1998 (46 pages)
- 5** Informations Conjoncturelles sur l'Hôtellerie
Ministère des Finances et de l' Economie
Janvier 2002 (24 pages)
- 6** Revues DMD (Dans les Médias de Demain)
15 Octobre 2005 - 04 Février 2005 - 04 Mars 2005 - 23 Septembre 2005
25 Février 2006 - 08 Septembre 2006-12-17
- 7** Tourisme : Perspective de développement
Ministère du Tourisme
- 8** Nouvelles OMT
Revue trimestrielle de l' Organisation Mondiale du Tourisme
Ministère du tourisme
- 9** République de Madagascar : Etude du secteur Tourisme
Banque Mondiale

NOM : ANDRIATSALAMA

PRENOM : Daniel

TITRE : **PLACE DU TOURISME DANS LA REDUCTION DE LA PAUVRETE A
MADAGASCAR**

ENADREUR : RAKOTOSEHENO Zo

Nombre de page :

Nombre de tableau :

Nombre graphique :

RESUME ANALYTIQUE

Cet ouvrage met en évidence la place du tourisme à Madagascar pour réduire la pauvreté qui affecte quelque 80% de la population malgache.

Ainsi, on met en relief les différentes politiques successives gouvernementales sur le tourisme. De plus, les différents revenus issus du tourisme sont aussi cités car cela produit des impacts économiques importants.

Par ses espèces endémiques de faunes et flores, Madagascar est considéré comme l'un des destinations attirantes pour les touristes étrangers. L'écotourisme joue un rôle important sur ce point.

Mais le tourisme malgache a ses faiblesses vis-à-vis des normes mondiales sur l'amélioration des techniques ainsi que la mise à jour des systèmes qui relient au tourisme.

C'est pour cela que des mesures doivent être prises. Les recommandations en matière de tourisme seront donc nécessaires.

Des ouvertures sur le marché mondial est aussi considérable si on veut dépasser les obstacles à la croissance du tourisme local.

Une simple statistique du tourisme au niveau mondial est présentée dans cet ouvrage ainsi que les revenus qu'il apporte afin de faire référence aux objectifs à atteindre. Et aussi de comparer si le tourisme local est en norme sur le plan international

ADRESSE : Lot VS 52 Avaratr' Ankatso

ANTANANARIVO 101